

LE JOUR D'AVANT

La recherche agronomique française au défi de l'international (1946-1978)



Pierre Cornu

par Pierre Cornu, professeur d'histoire contemporaine et d'histoire des sciences à l'université de Lyon, membre du laboratoire d'études rurales, en délégation à Inrae, et Egidio Valceschini, économiste, directeur de recherches à Inrae, président du comité pour l'Histoire de la recherche agronomique

AU lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la recherche agronomique française est considérablement affaiblie. L'Institut de Recherche Agronomique (IRA), créé en 1921, a été démantelé en 1934 en raison de la crise économique, et la guerre et l'Occupation ont achevé de ruiner les stations et laboratoires subsistants. En revanche, les pays anglo-saxons et scandinaves ont, dans le même temps, capitalisé sur les acquis scientifiques et techniques de la fin du XIX^e siècle, les États-Unis surtout développant une recherche puissante au service de la modernisation de leur agriculture.

Écartelée entre sa position devenue marginale dans le monde industrialisé et sa rente de situation dans les mondes coloniaux, l'agronomie française a un besoin urgent de redéfinir sa propre assise. Créé en 1946 dans le droit fil de la conférence de Hot Springs qui, dès 1943, soulignait les enjeux de la sécurité alimentaire pour la relance des économies de marché, l'Inra reçoit la mission prioritaire de redresser l'agriculture nationale. La mécanisation, vecteur privilégié de la politique de modernisation du Plan Monnet (1947-1950), ne peut combler à elle seule le retard. C'est donc par une recherche sectorielle appliquée, que l'Institut devra offrir au pays les gains de productivité nécessaires. Mais pour cela, il faut se mettre au diapason de la recherche internationale. Le Plan

pédologie tiennent leur rang, il n'en va pas de même pour les sciences de l'animal. Dès la fin des années 1940, de jeunes chercheurs sont envoyés en formation dans les pays d'Europe du Nord, et des jumelages entre laboratoires sont mis en place (autour du fromage avec les Pays-Bas, par exemple). Mais c'est surtout dans la dynamique du Plan Marshall que des « missions » sont organisées pour aller voir et entendre les « leçons de l'agriculture américaine », selon l'expression de René Dumont².

Malgré le scepticisme des dirigeants français, persuadés que l'avance anglo-saxonne a tué dans l'œuf toute perspective, l'Inra entend se poser en fer de lance de la recherche agronomique européenne, et dispose pour cela de quelques atouts. Ainsi, quand l'Inra ouvre son Centre National de Recherches Zootechniques (CNRZ) à Jouy-en-Josas, il en fait d'emblée une vitrine internationale. Le laboratoire de microbiologie et de recherche laitière de Germain Mocquot, figure de renommée internationale, y est largement mis en avant. Charles Thibault, qui acquiert une réputation mondiale grâce à ses résultats sur la fécondation *in vitro*, multiplie les échanges avec les scientifiques étrangers. De même, les travaux de Georges Morel à Versailles sur la multiplication végétative *in vitro* lui confèrent une stature internationale. Et lors de la

Marshall (1947), puis le traité de Rome (1957), vont constituer de ce point de vue de puissants aiguillons.

UNE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE NIVEAU INTERNATIONAL AU PROFIT DE LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE.

Les chercheurs de l'Inra de la génération fondatrice ont peu voyagé dans leur formation scientifique et n'ont qu'une connaissance limitée de la littérature étrangère¹. Et si l'agronomie, l'amélioration des plantes et la

1 - Martone L., « Regards historiques sur la recherche agronomique française de la seconde moitié du XX^e siècle », *Histoire de la recherche contemporaine*, 2017, tome VI, n° 2, 145-162

2 - Son voyage aux États-Unis se déroule d'août à octobre 1946. Il en tire *Les Leçons de l'agriculture américaine* (1949)

conférence constitutive de l'Association européenne pour la recherche en sélection végétale (EUCARPIA), qui se tient en 1956 à Wageningen aux Pays-Bas, c'est le directeur scientifique de l'Inra, Jean Bustarret, qui prend la vice-présidence de la nouvelle structure. L'Inra contribue également à l'homogénéisation génétique et à la standardisation des animaux d'élevage avec, comme fleuron national, la poule « vedette ».

En une vingtaine d'années, l'Inra obtient ainsi des succès scientifiques qui l'ancrent dans la recherche agronomique internationale. Pour autant, ces succès ne définissent pas une stratégie, et ils ont des impacts économiques très inégaux. Si les premiers économistes qui intègrent l'Inra en 1957 ont essentiellement pour mission d'accompagner la rationalisation de la gestion des exploitations, il apparaît très rapidement, et notamment avec la nomination d'Edgard Pisani au ministère de l'Agriculture en 1961, que la pensée économique doit jouer un rôle stratégique plus affirmé autour des enjeux internationaux, dans la logique de la mise en œuvre de la PAC en 1962, puis des négociations du Gatt dans le cadre du « Kennedy Round » (1964-1967).

L'INRA À L'HEURE DE LA DÉCOLONISATION : LA TENTATION DU SUD.

Si l'Inra est missionné pour soutenir l'agriculture métropolitaine, son objectif est bien de produire des technologies compétitives à l'échelle européenne et internationale. Au début des années 1960, l'Institut entend affirmer le caractère générique de ses recherches, y compris face à la recherche tropicaliste française. Pour trouver des partenaires, l'Inra suit les sentiers traditionnels de la diplomatie française au Maghreb, au Proche-Orient, dans les pays du golfe de Guinée et dans les Antilles. Pour des agronomes pétris de valeurs

universalistes, la problématique du développement apparaît comme un puissant élément de motivation. Cette vision est d'ailleurs en phase avec la « révolution verte » engagée dans les pays du Sud au lendemain des indépendances. Rapidement cependant, la coopération technique apparaît antinomique de l'excellence scientifique. Si les missions ponctuelles se poursuivent dans les années 1960, les projets de grande envergure sont contestés, à l'image du centre de recherche Antilles-Guyane. Comme le note avec regret Denis Bergmann à propos du département d'économie et de sociologies rurales, « *malgré quelques "franges" internationales, [il] reste essentiellement tourné vers les problèmes de l'agriculture française* »³. L'internationalisation qu'il appelle de ses vœux n'est toutefois pas tournée vers les pays en développement, mais vers les concurrents directs de la France pour la maîtrise des marchés agricoles : au sein de l'Europe tout d'abord, dans la relation transatlantique ensuite.

L'INRA DANS LA COMPÉTITION ÉCONOMIQUE.

Dès la fin des années 1960, l'Europe agricole entre dans une longue période de turbulences. La France, grâce à la PAC, a gagné d'importantes parts de marché dans le commerce international des matières agricoles, notamment au détriment des États-Unis. Mais il apparaît que les inconvénients de cette politique l'emportent sur ses avantages, et exigent des amendements sérieux. Denis Bergmann est parmi les premiers à l'Inra à défendre l'idée que le temps de la modernisation agricole sous régime de subventions et de protection douanière ne peut pas durer éternellement. Associé à un

3 - Bergmann D., « Les recherches économiques et sociologiques à l'INRA », dans *L'Institut national de la recherche agronomique, édition du 25^e anniversaire, 1946-1971*, SPEI éditeur, p. 19, 1972.

panel international de neuf experts, il publie en 1970 le rapport « Un avenir pour l'Europe agricole »⁴, qui met en avant l'exigence de compétitivité dans des marchés agricoles appelés à s'ouvrir de plus en plus.

Avec la crise énergétique de 1973-1974, la situation se tend plus encore : l'agriculture intensive est gourmande en énergie, et menacée par la baisse des prix des denrées agricoles. Jacques Poly, tout nouveau directeur scientifique de l'Inra, est d'emblée conscient de la nécessité de lier innovation scientifique et stratégie économique. Mais rien ne prépare ce dialogue au sein de l'Inra, et encore moins à l'échelle des négociations européennes et internationales. Il choisit donc de mobiliser la recherche sur le « talon d'Achille » que constitue pour l'élevage français sa dépendance vis-à-vis des oléoprotéagineux américains. Mais les propositions qu'il formule en 1978 dans son rapport « Pour une agriculture plus économe et plus autonome »⁵ sont mal reçues par les organisations professionnelles et par un pouvoir politique soucieux de ménager le partenaire américain. Tirant les leçons de l'échec, Jacques Poly comprend que la porte de sortie de la crise implique, aussi bien pour la recherche que pour l'agriculture et les politiques publiques, un saut d'échelle : de l'agriculture nationale vers une dimension macro-économique et géopolitique. En cela, il est en parfaite résonance avec la tendance libérale qui gagne les hautes sphères de l'État. L'agriculture doit être le « pétrole vert » de la France, déclare Valéry Giscard d'Estaing dans son discours de Vassy en 1977. La recherche doit transformer la fatalité de la compétition économique en opportunité. Pour cela, il lui faut mobiliser ses économistes et en faire les éclaireurs d'un front nouveau : celui de l'économie de l'innovation. ♦

« L'agriculture doit être le "pétrole vert" de la France. »

4 - « Un avenir pour l'Europe agricole », coll. *Les Cahiers Atlantiques*, vol. 4, 1970

5 - Valceschini E., Maeght-Bournay O., Cornu P., *Recherche agronomique et politique agricole*. Jacques Poly, un stratège, éditions Quae, 167 pages